



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CRISTAL ECO VALO

16 place de l'IRIS
92000 Nanterre

Code AIOT : 0006503198

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement CRISTAL ECO VALO implanté 2 RUE DE L'UNION 78420 CARRIERES-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 20/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTAL ECO VALO
- 2 RUE DE L'UNION 78420 CARRIERES-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0006503198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) CRISTAL exploitée par la société CRISTAL ECO VALO procède à l'élimination par incinération des ordures ménagères et des déchets d'activités d'entreprises de sa zone de chalandise.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.14	Demande d'action corrective	15 jours
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20	Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20	Demande d'action corrective	15 jours
4	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20	Demande d'action corrective	15 jours
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.24	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.4	Demande d'action corrective	15 jours
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 3.10.4	Demande d'action corrective	15 jours
11	conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5 ; 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.19	/	Sans objet
10	Clôture des aires de réception des déchets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'équipe assurant l'exploitation du site a montré une volonté de s'améliorer sur tous les sujets évoqués au cours du contrôle, l'équipe d'inspection ne peut que constater que les thèmes liés aux

risques accidentels (consignes, exercices, contrôles des moyens de lutte contre l'incendie) sont insuffisamment maîtrisés. L'exploitant doit démontrer que cette situation est provisoire, le temps de la prise en main du site par la nouvelle équipe en charge des sujets de sécurité et d'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.14
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...], - les conditions de délivrance des [...] « permis de feu », [...] - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc, - la procédure à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation, - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, - la procédure d'évacuation. Les consignes de sécurité sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un document intitulé « Conduite à tenir en cas d'urgences - ensemble des métiers », mis à jour pour la dernière fois le 08 mars 2019. Ce document présente les instructions à respecter en cas d'incident sur le site, tels que les déversements accidentels ou les départs de feu, et inclut la procédure d'alerte à suivre en fonction du type d'événement, ainsi que la procédure permettant d'isoler le site afin d'empêcher tout rejet aqueux vers l'extérieur (fuite ou déversement de produit polluant, eaux ayant servi à l'extinction d'un incendie, etc.). L'exploitant présente un autre document décrivant les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site et les situations au cours desquelles ces équipements doivent être utilisés. Ce document a été mis à jour pour la dernière fois en 2017. L'équipe d'inspection a procédé à un contrôle par échantillonnage de 3 permis de feu réalisés en juin 2024, délivrés par Monsieur T.G. ou son assistant. Ces permis de feu mentionnent les conditions dans lesquelles ils doivent être délivrés, et sont correctement suivis.

L'exploitant déclare que les consignes de sécurité sont communiquées à l'ensemble des collaborateurs :

- lors de la prise de fonction, via un parcours d'intégration (l'équipe d'inspection a pris connaissance du document formalisant le parcours d'intégration d'un des collaborateurs)
- Lors des QHP (Quart d'Heure Prévention) hebdomadaires, auxquels l'ensemble du personnel participe, et au cours desquels différents sujet en lien avec la sécurité sont abordés.

L'équipe d'inspection constate que les consignes de sécurité sont regroupées en version papier dans un classeur, disponible dans la salle de contrôle. Elles ne sont cependant pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Non-conformité n° 20240625-NC-1 :

Les consignes de sécurité ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant doit, **sous 15 jours**, procéder à un affichage des consignes de sécurité traitant de l'ensemble des points de l'article 7.14 de l'arrêté du 27/06/2011.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie, Moyens de lutte contre l'incendie (Internes)

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement [...]

En outre, l'établissement est pourvu :

- de 5 poteaux d'incendie situés à l'extérieur des bâtiments. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

- pression statique = 2,5 bars

- débit minimal unitaire (avec les 4 poteaux en fonctionnement) égal à 60 m³/h pendant 2 heures [...]

- d'un réseau d'eau alimentant le poteau d'incendie de 100 mm de diamètre à proximité de l'aire de transit de verre, [...] et comportant des raccords normalisés. Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation du poteau incendie en question.

[...]

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, l'exécution de ces dispositions, notamment en termes de disponibilité en débit d'eau.

[...]

Le fonctionnement des moyens visés à l'alinéa précédent est contrôlé selon un programme de vérification défini par l'exploitant. [...]

Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif ne peut être supérieur à 1 an.

Tout défaut de fonctionnement de tout ou partie des dispositifs est corrigé dans les meilleurs délais.

Les résultats des contrôles et, le cas échéant, le descriptif des mesures correctives prises par l'exploitant sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les résultats du dernier contrôle des poteaux incendie, réalisé le 23 janvier 2023. Ce rapport fait état d'une insuffisance concernant le poteau incendie « Aérocondenseur », puisque celui-ci présente une pression statique à 1,9 bars, et un débit lors des essais en fonctionnement simultané à 40 m³/h. Aucune action n'a été entreprise par l'exploitant pour remédier à ces non-conformités.</p> <p>Non-conformité n° 20240625-NC-2 :</p> <p>L'équipe d'inspection constate que le rapport de vérification émis par la société SUEZ, sans référence, datant du 23 janvier 2023, fait état de non-conformités s'agissant du poteau incendie « Aérocondenseur ». Ce dernier présente des non-conformités en matière de pression statique et de débit en simultané.</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, présenter à l'Inspection des Installations Classées (IIC) un rapport de vérification de ses poteaux incendie, présentant des valeurs de pression statique et de débit en simultané conformes à celles définies dans l'article 7.20 de l'arrêté du 27/06/2011.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie, Moyens de lutte contre l'incendie (Internes)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le fonctionnement des moyens visés à l'alinéa précédent est contrôlé selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Ce programme spécifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature des vérifications - les moyens et compétences humaines nécessaires - les moyens matériels requis, - la périodicité des vérifications ; - les critères permettant de juger que la vérification est favorable - les mesures conservatoires à mettre en place dans le cas où les critères précités ne seraient pas vérifiés. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise le suivi des Vérifications Générales Périodiques (VGP) applicables au site à l'aide de l'application SYNERGIE. Ce suivi ne couvre pas l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site (Extincteurs, canons à eaux et RIA seulement).</p> <p>Par ailleurs, le programme de vérification de défense incendie (comprenant la nature des vérifications, les moyens et compétences humaines nécessaires, les moyens matériels requis, la périodicité des vérifications, les critères permettant de juger que la vérification est favorable, les</p>

mesures conservatoires à mettre en place dans le cas où les critères précités ne seraient pas vérifiés) n'a pas été présenté.

Non-conformité n° 20240625-NC-3 :

L'exploitant ne dispose pas de programme de vérification de défense incendie, et le suivi des vérifications ne couvre pas l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site.

L'exploitant doit, **sous 15 jours**, présenter à l'IIC un programme de vérification de défense incendie complet. Ce document comportera , pour chacun des équipements listés à l'article 7.20 de l'arrêté du 27/06/2024 :

- la nature des vérifications réalisées ;
- les moyens et compétences humaines nécessaires ;
- les moyens matériels requis ;
- la périodicité des vérifications ;
- les critères permettant de juger que la vérification est favorable.
- les mesures conservatoires à mettre en place dans le cas où les critères précités ne seraient pas vérifiés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie, Moyens de lutte contre l'incendie (Internes)

Prescription contrôlée :

[...]En outre, l'établissement est pourvu :

- d'extincteurs portatifs à poudre polyvalente, à eau pulvérisée ou au CO: de capacité unitaire minimale de 6 kg, [...]
- d'extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie, dont au moins un extincteur à poudre sur roues de capacité unitaire minimale de 50 kg, à proximité du dépôt de produits inflammables.
- deux canons incendie automatisés, autorisant un débit de 60 m3/h pendant 2 heures chacun pour la protection de chacune des deux fosses au niveau des trémies d'enfournement des déchets.
- deux rampes d'arrosage à commande manuelle branchées sur le réseau d'eau incendie pour la protection de chacun des deux halls de déchargement des déchets.
- d'une buse d'arrosage sur chaque trémie d'enfournement des deux fours alimentées en eau surpressée et commandées depuis la salle de commande,

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont conformes aux

normes en vigueur, répartis en fonction des zones à risques et en nombre suffisant.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, l'exécution de ces dispositions, notamment en termes de disponibilité en débit d'eau.

[...]

Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif ne peut être supérieur à 1 an.

Tout défaut de fonctionnement de tout ou partie des dispositifs est corrigé dans les meilleurs

<p>délais.</p> <p>Les résultats des contrôles et, le cas échéant, le descriptif des mesures correctives prises par l'exploitant sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection l'application SYNERGIE, son outil de suivi des Vérifications Générales Périodiques (VGP). Celui-ci comprend 4 items concernant les moyens de lutte contre l'incendie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'essai mensuel pour les canons à eau et le sprinklage, - la vérification semestrielle des canons à eau, - la vérification annuelle des extincteurs, - la vérification annuelle des RIA. <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des rapports de vérifications de moins d'un an pour les RIA et les extincteurs, et de moins de 6 mois pour les canons incendies. L'équipe d'inspection procède par échantillonnage au contrôle des dates de vérifications de 3 extincteurs lors de la visite de site. La dernière vérification des extincteurs remonte à janvier 2023.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'essai d'un canon incendie automatisé au niveau de la fosse, ainsi qu'à l'essai de la buse d'arrosage d'une trémie d'enfournement. Ces essais ont démontré le fonctionnement de ces 2 organes de sécurité.</p> <p>Non-conformité n° 20240625-NC-4 :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de document justifiant que le contrôle de ses extincteurs, RIA et poteaux incendie a été réalisé il y a moins d'un an, et que celui des canons incendie a été réalisé il y a moins de 6 mois.</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, procéder à la réalisation des vérifications de l'ensemble des équipements listés à l'article 7.20 de l'arrêté du 27/06/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie, Moyens de lutte contre l'incendie (Internes)</p>
<p>Prescription contrôlée</p> <p>[...]</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 20240625-NC-5 :</p> <p>L'équipe d'inspection constate, au cours de la visite, que l'extincteur n°X2 situé à proximité de la</p>

<p>zone de dépotage de GNR (local groupe électrogène) n'est pas facilement accessible et que la visibilité et l'accessibilité du poteau incendie n°2 situé vers le parking visiteur est compromise par la végétation environnante (voir photos n° 1 et n°2 en annexe du présent rapport).</p> <p>L'exploitant doit, sous 15 jours, restituer la visibilité et l'accessibilité de ces deux moyens de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.19
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Le personnel est entraîné à l'application des consignes de sécurité, Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les consignes de sécurité sont communiquées à l'ensemble des collaborateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de la prise de fonction, via un parcours d'intégration (l'équipe d'inspection a pris connaissance du document intitulé « Suivi de l'intégration des nouveaux arrivants » formalisant le parcours d'intégration de l'un des collaborateurs) ; - lors des QHP (Quart d'Heure Prévention) hebdomadaire, auxquels l'ensemble du personnel participe, et au cours desquels différents sujet en lien avec la sécurité sont abordés ; - lors d'exercices visant à contrôler le niveau de connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.24
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant organise, a minima, une fois par semestre, un exercice interne visant à mettre en œuvre les matériels de secours et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant organise, a minima une fois par an, un exercice interne visant à mettre en œuvre les matériels d'extinction incendie.</p> <p>L'exploitant organise, a minima, une fois tous les 2 ans, un exercice visant à mettre en œuvre le</p>

<p>plan d'intervention interne visé à l'article 7.23 du présent chapitre.</p> <p>Tout exercice fait l'objet d'un compte rendu tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées sa plateforme de suivi des exercices et audit réalisés sur son site.</p> <p>L'inspection note que le dernier exercice interne de mise en œuvre des matériels de secours et de lutte incendie a été réalisé le 21/08/2021.</p> <p>Non-conformité n°20240625-NC-6 :</p> <p>L'exploitant est dans l'incapacité de présenter à l'équipe d'inspection :</p> <p>a) les rapports d'exercices de mise en œuvre des matériels d'extinction incendie ;</p> <p>b) les trois derniers rapports des exercices de mise en application du plan d'intervention interne.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les justificatifs sous un délai de 3 mois.</p> <p>Dans l'hypothèse où l'impossibilité de fournir les justificatifs s'expliquerait par la non-réalisation des exercices correspondants, l'exploitant doit effectuer sous le même délai les trois types d'exercices requis par l'article 7.24 de l'arrêté préfectoral du 27/06/2011 et en transmettre les justificatifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. Les bilans de ces contrôles sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un rapport de contrôle des installations électriques référencé 244873.04.62.23.I.001 réalisé par l'APAVE. Les contrôles ont été réalisés entre le 13 décembre 2023 et le 15 décembre 2023.</p> <p>Ce rapport fait état de plusieurs observations.</p> <p>Non-conformité n° 20240625-NC-7 :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas suivre les actions correctives pour corriger les anomalies identifiées lors</p>

du dernier contrôle des installations électriques intervenu en décembre 2023.
L'exploitant doit, sous 15 jours , présenter un plan d'actions permettant de corriger les observations relevées lors du contrôle des installations électriques de décembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 3.10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...]
Constats : Non-conformité n° 20240625-NC-8 : Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate que certains fûts de produits dangereux, présents à l'extérieur de la zone grillagée de stockage de produits dangereux, dépassent de la surface de la rétention sur laquelle ils sont stockés (voir photo n°3 en annexe). L'exploitant doit, sous 15 jours , remédier à cette situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Clôture des aires de réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : [...] l'aire ou la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours [...] Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.

Constats :

Lors de l'inspection du 15/12/2023, l'équipe d'inspection avait formulé la **non-conformité n° 20231215-NC-6** suivante à propos de la prescription ci-dessus :

« L'équipe d'inspection constate que l'aire de déchargement des déchets n'est pas fermée de manière à la maintenir en dépression et à isoler les camions de l'extérieur lorsque ceux-ci déchargent leur contenu.

L'exploitant doit remédier à ce manquement sous 3 mois. »

L'inspection constate que des travaux sont en cours pour installer des nouveaux portails. L'exploitant indique qu'ils sont équipés d'un système de détection qui devrait réduire les risques de choc avec un véhicule, motif de la panne qui avait conduit à ces travaux de remplacement.

Au jour de l'inspection, les anciens portails sont démontés.

Il est demandé à l'exploitant d'informer l'Inspection des installations classées du caractère opérationnel des nouveaux portails.

La non-conformité n° 20231215-NC-6 est maintenue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5 ; 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents gazeux

Prescription contrôlée :**2.2.2**

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

3.5.1

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques

pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Le système d'autosurveillance en continu reste opérationnel même lorsque ces mesures ne sont pas requises pour vérifier du respect des valeurs limites (c'est-à-dire notamment lorsque le système de contrôle-commande est en mode "four à l'arrêt")

L'exploitant a indiqué ne pas surveiller particulièrement cette mesure en "four à l'arrêt", ce qui est demandé à l'article 2.2.5 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre une surveillance, adaptée aux enjeux, en toutes périodes OTNOC de ses effluents.

L'exploitant a présenté les conditions OTNOC qu'il a choisies, et qui alimentent notamment le compteur OTNOC de 250 heures pour chaque ligne d'incinération lorsque l'incinération est en cours. Il a indiqué être en train de réviser ces conditions, qui couvrent selon lui des situations où l'exploitation de l'incinération n'est pas dégradée.

Ce point n'appelle pas de remarque de l'inspection qui rappelle néanmoins que les OTNOC doivent inclure la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Annexe photographique

Photo 1 :



Photo 2 :



Photo 3

